

BERNARD BRUNETEAU

Combattre l'Europe

De Lénine à Marine Le Pen



CNRS EDITIONS

Présentation de l'éditeur



Brexit, progrès des partis eurosceptiques et europhobes, désaccords sur la politique migratoire, discrédit des politiques communautaires d'austérité... L'UE en crise érode l'attrait pour le projet européen en semblant donner raison à ceux qui l'accablent de tous les maux.

En un essai exigeant et incisif, Bernard Bruneteau montre que cette hostilité s'inscrit dans le temps long. L'europhobie recouvre en effet plus d'un siècle d'histoire, de Lénine à Marine Le Pen, de l'internationalisme communiste au néo-populisme identitaire. Au nom de la lutte des classes et en haine du Capital, l'Internationale fut violemment opposée aux projets de fédéralisme européen qui s'épanouirent dans l'entre-deux-guerres. À la même époque, sur un autre versant, l'exacerbation des nationalismes vint malmener le rêve d'une Europe supranationale porté par une poignée de penseurs libéraux. Les avatars de ces deux matrices continuent d'inspirer les discours d'opposition à l'UE. Et tendent de plus en plus à mêler leurs voix.

Historien des idées, Bernard Bruneteau est professeur de science politique à l'université Rennes 1. Il est notamment l'auteur de Le Totalitarisme. Origines d'un concept, genèse d'un débat (Cerf, 2010) et de Les « collabos » de l'Europe nouvelle (CNRS Éditions, coll. Biblis, 2016).

COMBATTRE L'EUROPE

Bernard Bruneteau

COMBATTRE L'EUROPE

De Lénine à Marine Le Pen

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

DU MÊME AUTEUR

Histoire de l'unification européenne, Armand Colin, 1996.

Les Totalitarismes, Armand Colin, 1999.

L'« Europe nouvelle » de Hitler. Une illusion des intellectuels de la France de Vichy, Le Rocher, 2003.

Le siècle des génocides, Armand Colin, 2004.

Histoire de l'idée européenne au premier XX^e siècle, à travers les textes, Armand Colin, 2006.

Histoire de l'idée européenne au second XX^e siècle, à travers les textes, Armand Colin, 2008.

Le Totalitarisme. Origines d'un concept, genèse d'un débat, 1930-1942, Cerf, 2010.

L'Âge totalitaire. Idées reçues sur le totalitarisme, Le Cavalier bleu, 2011.

Les Totalitarismes, seconde édition revue et augmentée, Armand Colin, 2014.

Les « collabos » de l'Europe nouvelle, CNRS Éditions, coll. « Biblis », 2016.

Un siècle de génocides. Des Hereros au Darfour (1904-2004), Armand Colin, 2016.

Avec G. Châton et P. Portier (dir.), *L'Aventure démocratique. Cheminements en compagnie de Jean Baudouin*, PUR, 2017.

« Sur l'avenir de l'Europe,
je ne conclus pas, je ne prophétise pas, j'interroge. »
Raymond Aron, *Mémoires*,
Julliard, 1983, p. 680.

Introduction

« En ces temps incertains, les maux du passé semblaient plus contagieux que le rêve d'une Europe unie. Les mouvements eurosceptiques, nationalistes et séparatistes prospéraient. Et vers 2018-2020, l'Europe rechuta et redevint ce qu'elle avait toujours été : un continent divisé politiquement. » C'est sur un panneau porteur de ce commentaire accablant que se termine le parcours d'une exposition supposée organisée en 2060 et consacrée à « La vie dans l'ancienne Union européenne : les dernières années de la longue paix », faisant revivre le début du XXI^e siècle qui vit le déclin et la fin d'une Union européenne (UE) forte alors de 33 membres. Le scénario catastrophe mis en scène en 2013 à Bruxelles par l'artiste flamand Thomas Bellinck dans une exposition intitulée « Et si l'Union européenne disparaissait en 2018 ? », entendait réveiller le rêve européen de ses contemporains en les alertant sur les conséquences d'un rejet de la construction communautaire. Comme entendaient aussi le faire les auteurs de *The Great European Disaster Movie*, le docu-fiction de la BBC qui imaginait, au printemps 2015, les suites inéluctables d'un Brexit prédictible, soit une fin de l'UE pour 2022... Ici l'histoire a au moins en partie rattrapé la fiction. En librairie, les titres du rayon Europe sont à l'unisson de ces conclusions moroses en annonçant, qui *La Déconstruction européenne* (Éric Juillot), qui *La Fin du rêve européen* (François Heisbourg), qui *La Fin de l'Europe* (Olivier Lacoste), qui *La Fin de l'Union européenne* (Coralie Delaume, David Cayla), qui *Europe, crise et fin* (Étienne Balibar), bref en répertoriant *Trente bonnes raisons pour sortir de l'Europe* (Olivier Delorme). Et les tribunes de presse sont tout aussi redondantes sur ce thème, qu'elles soient déclinistes ou franchement apocalyptiques.

Au cœur de cette médiasphère crépusculaire se trouve exposée l'interaction dynamique entre les crises auxquelles l'UE s'affronte depuis quelques années (crise financière grecque, crise migratoire, défi terroriste, menace séparatiste catalane) et le développement d'un mouvement généralisé de critique et de rejet de cette même UE (sondages d'opinion hostiles, vote populiste croissant aux élections au Parlement européen, désolidarisation de certains gouvernements, Brexit, menace brandie de Frexit). Manifestant son impuissance

économique et politique, soumise à la fragmentation, l'UE en crise érode l'attrait pour le projet européen en semblant donner raison à ceux qui l'accablaient déjà de tous les maux (un euro qui « massacre » l'économie, des directives « meurtrières » pour l'emploi, des normes qui « étouffent » les entreprises...), tout en libérant un espace pour des remises en cause plus profondes. On cible désormais le néolibéralisme de politiques communautaires d'austérité qui ne bénéficient pas aux citoyens, le « déficit démocratique » structurel d'institutions communautaires distantes et complexes, la carence identitaire d'une Europe démesurément élargie qui menace les identités nationales. Concluant ce rejet multiforme issu majoritairement des extrêmes mais infusant peu à peu les opinions communes, le vote en faveur du retrait de l'UE émis par les électeurs britanniques le 23 juin 2016, comme la présence de huit candidats (sur onze) hostiles à l'édifice européen actuel lors de la campagne présidentielle française du printemps 2017 et ayant totalisé 48 % des voix au premier tour, donnent une tonalité surréaliste à l'objectif de l'« union toujours plus étroite » énoncé dans le préambule du traité de Rome. Il semble en effet qu'avec un clivage désormais majeur dans les différents États membres de l'UE, le projet européen n'a plus la capacité de mobilisation qu'il avait pu posséder en d'autres temps. Changement d'époque ? Certains observateurs le pensent à l'instar de ce journaliste du *Monde* écrivant en avril 2014, à la veille d'élections européennes qui se présentaient mal pour les europhiles : « L'idée européenne semble appartenir à un passé démodé. Elle a été portée par un contexte historique – la volonté de sanctuariser la paix après la Seconde Guerre mondiale – et économique – les “trente glorieuses”. Depuis la fin de la guerre froide, le besoin d'Europe ne semble plus évident, et la fin de l'âge d'or économique rend ses bienfaits discutables. »

En effet, on date souvent du début des années 1990 l'inauguration du *trend* de remises en cause de l'« Europe » (institutionnelle, économique, monétaire) tant au sein des opinions publiques qu'au niveau des partis politiques, tendance canonisée alors sous le qualificatif d'« euroscepticisme ». Un contexte nouveau marqué par les effets sensibles de la globalisation ainsi qu'un approfondissement institutionnel rendant les politiques de l'UE plus intrusives auraient généré des comportements nouveaux, se traduisant par des revendications de « souverainisme » (rapatrier les souverainetés étatiques transférées au système communautaire) et des mobilisations « populistes » (opposer le Peuple à l'oligarchisation supposée de l'UE). Un euroscepticisme « soft » préparerait le chemin de l'euroscepticisme « hard », pour reprendre les catégories analytiques introduites par Aleks Szczerbiak

et Paul Taggart. Formulé dans le Royaume-Uni des années 1980¹, proliférant dans les médias continentaux à partir du débat sur le traité de Maastricht, récupéré ensuite avec un bonheur inégal par les sciences sociales, le terme d'euroscepticisme n'offre pourtant pas toutes les garanties souhaitables pour analyser la diversité des comportements anti-UE, ni a fortiori pour explorer les tensions qu'a pu susciter la construction européenne depuis ses origines. Trois critiques lui sont généralement adressées : il serait tout d'abord trop englobant, estompant par trop les seuils entre les différents types d'opposition idéologique et stratégique. Marqué par son contexte de naissance, il servirait ensuite à cibler prioritairement l'opposition à l'extension des compétences institutionnelles de l'UE au sein des opinions, des mouvements et des partis. Il induirait enfin une vision trop binaire du jeu politique européen en construisant une opposition facile et très normative entre (bons) partis europhiles responsables et (mauvais) partis eurosceptiques périphériques, entre électorat dominant/éduqué et électorat dominé/à faible capital culturel. Au total, il ferait négliger les positions intermédiaires, les dissensions à l'intérieur de chacune des catégories (pro/anti), tout comme il contribuerait à ignorer les évolutions des positions sur la durée et bien sûr à oublier les critiques plus intellectuelles et conceptuelles adressées à l'Europe.

On doit donc préférer à la catégorie d'euroscepticisme celles au final moins connotées de résistances ou d'oppositions. Celles-ci ont le mérite de pouvoir identifier un phénomène polymorphe où, au-delà des mouvements d'opinion et des partis, l'on trouverait d'autres acteurs tels que des gouvernements, mais aussi des groupes socio-économiques et des intellectuels d'influence. Moins labellisées post-Maastricht, ces catégories hostiles permettent aussi de prendre en compte plusieurs contextes historiques liés à la nature changeante du projet européen tant en matière politique (fonctionnaliste, proto-fédérale, intergouvernementale, fédéraliste-intergouvernementale) qu'économique (keynésienne, dirigiste, néolibérale). Mais on ne s'oppose pas seulement à une réalité objective. Les oppositions dépendent aussi de la lecture subjective de la construction européenne à tel ou tel moment. Dans la mesure où il y a toujours eu une incertitude, voire un non-dit sur l'objectif final du projet européen, et donc une impossibilité à saisir son « essence » (le libre-échange, la paix

1. Le terme « eurosceptic » apparaît pour la première fois le 11 novembre 1985 dans un article du *Times* pour évoquer la critique du projet d'Acte unique européen par une fraction du Parti conservateur.

démocratique, le constitutionnalisme libéral...), un espace immense s'ouvrait aux entreprises critiques se nourrissant, dès le départ, de représentations et d'imaginaires sociaux issus des matrices idéologiques disponibles ou des cultures politiques nationales mobilisées pour la circonstance. En replaçant la problématique de ces oppositions et résistances dans le temps long relatif du projet européen concret (soit depuis 1950), on est donc amené à mettre à mal les deux grands axiomes du « récit fédéraliste », celui qui a imposé l'idée que les élites s'étaient ralliées d'entrée de jeu et qu'avait ensuite régné au sein des opinions nationales un « consensus permissif » autorisant la poursuite, par débordements sectoriels successifs, de la construction initiale. Des travaux ont peu à peu détruit ce grand récit de légitimation en montrant, comme le grand livre de Craig Parsons (*A certain Idea of Europe*), que l'idée d'une Europe communautaire et supranationale n'avait été soutenue à l'origine que par des acteurs politiques marginaux, l'adhésion des élites n'étant que progressive. Les historiens repèrent en effet une continuité conflictuelle tant dans les moments (oppositions au plan CECA, à la CED, au projet de Marché commun, à l'autonomie de la Commission, à l'entrée du Royaume-Uni, à l'élection du Parlement européen au suffrage universel, à l'approfondissement communautaire, à l'institutionnalisation du marché...) que dans les acteurs (partis, groupes d'intérêt, associations) et dans les formes idéologiques (mémoires nationales instrumentalisées, récits identitaires partisans, mythes collectifs). Le présent ouvrage s'inscrit dans ce champ historiographique en s'attachant à faire une histoire longue de ces oppositions qui, en France comme dans les autres États membres, ne se limitent pas au conflit national/supranational, mais concernent aussi ceux opposant social/libéral, politique/technique et démocratique/communautaire. Dans tous les cas de figure, il s'agit de contester à partir de 1950, avec des degrés d'intensité variable, conjoncturellement et sectoriellement, un processus d'intégration que l'on peut définir en termes simples comme la volonté intellectuellement rationalisée d'unifier politiquement et économiquement l'Europe par le biais de politiques impliquant des transferts plus ou moins importants de souveraineté et émises par un dispositif institutionnel soumettant à des normes juridico-économiques les États membres.

Mais avant de structurer un processus concret (la « construction européenne »), l'intégration ressort du domaine des idées. La construction européenne a en effet des origines intellectuelles qui ont pesé sur les décisions – n'en déplaise à l'école matérialiste du « choix rationnel » – et que l'on situera de façon raisonnable à partir du

dernier tiers du XIX^e siècle lorsque l'idée d'Europe unie s'insère dans la thématique pacifiste avant de s'autonomiser progressivement, entre 1900 et 1950, sous les vocables plus ou moins fédéralistes d'« États-Unis d'Europe » (Anatole Leroy-Beaulieu), « Paneurope » (Richard Coudenhove-Kalergi), « Union fédérale européenne » (Aristide Briand) et « Fédération européenne » tout court (Denis de Rougemont). L'étude de ces origines montre que l'europhisme s'est alors affronté à d'autres systèmes d'idées qui refusaient le principe même de l'unification continentale au nom de paradigmes jugés plus essentiels et salvateurs dans le contexte d'une époque traversée par la lecture darwinienne des rivalités nationales, l'attente eschatologique de la révolution ou la vision optimiste de la première mondialisation. C'est en effet au nom de la Nation, de l'Internationale et du Monde que l'on a, des premières années du XX^e siècle jusqu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, refusé le projet européen. On le comprend, l'histoire de l'idée européenne est celle d'un débat, mais surtout d'un combat, où les partisans d'un continentalisme plus ou moins fédéralisé affrontent pied à pied leurs ennemis, porteurs d'autres références mobilisatrices, telles que l'« exception nationale », l'internationalisme révolutionnaire du marxisme-léninisme et les multiples programmes mondialistes (pacifisme de l'« État mondial », libéralisme globalitaire du *Free Trade*, universalisme libertaire). Comme l'exprime en 1928 l'écrivain europhiste Hermann de Keyserling dans son *Analyse spectrale de l'Europe*, l'idée européenne, tout en dépassant le nationalisme (l'isolement de quelques hommes), permet d'opposer le supra-nationalisme (la communauté concrète de certains hommes) à l'internationalisme (la relation abstraite entre tous les hommes). C'est ce combat d'idées qu'il nous a semblé nécessaire d'exposer en premier lieu, afin de comprendre la diversité des attaques idéologiques dont fut la cible plus tard le bouc émissaire politico-économique dénommé « Europe » à différents moments de son histoire concrète, depuis la crise de la CED jusqu'aux oppositions récentes au Traité constitutionnel européen et au Pacte budgétaire.

C'est au regard de ces considérations que le plan de cet ouvrage s'organise. Après avoir inventorié les trois matrices idéologiques (internationalisme, nationalisme, mondialisme) du refus de l'idée d'Europe unie (I), il cerne les résistances nationales, sectorielles et partisans à la construction d'une Europe concrète économique et politique (II), avant d'inscrire, dans le contexte particulier de l'après-guerre froide, la remise en cause globale, tant politique (souverainisme, populisme) qu'intellectuelle (national-démocratique et anti-libérale), de l'Union européenne (III).

PREMIÈRE PARTIE

Le refus de l'idée d'Europe unie (1900-1950)

« Et formés en rangs serrés, les Paneuropéens et les Antieuropéens se livreront une bataille décisive pour le destin de l'Europe ; ils choisiront entre le passé et l'avenir, entre l'étroitesse d'esprit et la largeur de vue, entre la barbarie et la culture. » Selon le comte de Coudenhove-Kalergi, auteur de *Paneuropa* et fondateur de l'Union Paneuropéenne en 1923, il s'agissait d'abord de donner une identité forte à l'europhisme naissant en imposant un clivage nouveau, transversal aux partis politiques. De fait les militants de l'Europe unie se présentèrent volontiers comme des porteurs d'une « troisième voie », ni à droite ni à gauche, ni même au centre, mais plutôt en marge des familles idéologiques existantes. Au risque de cristalliser des rejets multiformes. En suscitant des réactions d'hostilité bien caractérisées, la proposition d'Aristide Briand d'« un régime d'union fédérale européenne » le démontra en 1929-1930. Ce projet se voit en effet attaqué de tous côtés à l'extérieur comme à l'intérieur. Les partisans de l'Internationale communiste, relayant la condamnation soviétique, y voyaient une forme d'impérialisme et une coalition potentielle contre la patrie du socialisme. Les thuriféraires du nationalisme intégral comme Maurras y repéraient une atteinte intolérable à l'indépendance des États, en écho aux critiques de l'Italie fasciste. Quant aux dévots d'une mondialisation pacifiste et économique, ils pointaient gravement la possible fragmentation, préjudiciable à son efficacité, de la Société des Nations. Ce qui se révèle alors, c'est une Antieurope qui se conjugue à partir des références issues de trois matrices idéologiques : l'internationalisme, le nationalisme, le

mondialisme. Ces références antieuropéennes viennent parfois de fort loin et ne sont pas destinées à s'éteindre avec les premiers pas de l'Europe concrète. Certaines ont déjà contrarié la genèse de l'idée européenne à la fin du XIX^e siècle avant de nourrir les mystiques totalitaires qui ont rendu inopérante la « fédération européenne » dans l'entre-deux-guerres. Toutes seront encore mobilisées lors des « querelles » ponctuant la construction communautaire des années 1950 aux années 1970. Et leur écho se repère toujours dans le débat européen le plus récent. Passons-les en revue.

Chapitre 1

L'Internationale contre l'Europe du Capital

« Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe ont conclu une alliance sacrée pour traquer ce spectre... » Les premières phrases du préambule du *Manifeste* rédigé par Marx et Engels à la veille de la révolution de 1848 rappellent combien l'Europe est le cadre du projet communiste. Le marxisme s'est édifié à partir de l'analyse critique des conséquences de la révolution industrielle occidentale. Les Internationales socialistes se sont ensuite structurées dans le cadre continental avant que les crises sociales et les tentatives révolutionnaires consécutives à l'achèvement de la Première Guerre mondiale ne laissent – un court moment – espérer une unification bolchevique de l'Europe. L'Internationale communiste, créée en 1919, si elle est mondiale dans sa vocation, peut aussi se voir comme une forme révolutionnaire paneuropéenne dont Moscou serait le centre. Et dès l'installation du régime soviétique, l'espace européen occidental constitue le lieu d'action prioritaire de sa diplomatie. Plus tard, en 1947, le Kominform, qui ne regroupe que des partis communistes européens, a l'ambition d'organiser une « autre Europe ». C'est en raison de cette vocation européenne privilégiée du communisme, en raison aussi du credo internationaliste qui donne sens à son action, qu'il s'est fait le contempteur de tous les projets unitaires supranationaux concurrents. De Marx et Engels à Lénine, Staline et tous leurs épigones, c'est moins une différence d'appréciation géographique que le dogme idéologique qui fonde l'opposition communiste à une idée européenne, accusée de travestir la domination du Capital. Sans que toute considération d'ordre géopolitique ne soit totalement exclue.

L'HÉRITAGE DE L'ANATHÈME MARXISTE

Dans leurs attaques tous azimuts contre les idéologies « bourgeoises » qui menaçaient de subvertir le mouvement socialiste de leur temps, les fondateurs du matérialisme historique ont réservé un sort particulier à l'idée européenne qui apparaissait de plus en plus comme une concurrence pour eux sur le marché des mystiques mobilisatrices. Remisant l'utopisme du « printemps des peuples » de 1848, cette idée a en effet acquis une vigueur nouvelle par son association avec le mouvement pacifiste qui connaît depuis 1889, date du premier Congrès universel de la Paix réuni à Paris, un véritable âge d'or. Concrétisé par la tenue de multiples congrès militants et conférences interparlementaires (respectivement 20 et 18 jusqu'en 1914), le pacifisme européen adopte en effet le projet de Fédération en le faisant coexister, au sein de son idéologie hétérogène, avec le patriotisme, le libéralisme et le cosmopolitisme. Des intellectuels s'y rallient, des revues apparaissent, un courant transnational se structure. La réaction des fondateurs du matérialisme historique ne s'est donc pas fait attendre. Dès 1849, Engels a déjà fustigé les « rêveurs » qui, comme Lamartine, croyaient au fédéralisme européen ; en 1867, Marx condamne à son tour les « charlatans pacifistes » de la Ligue internationale de la paix et de la liberté fondée par Charles Lemonnier et Frédéric Passy en refusant de collaborer à son journal franco-allemand, *Les États-Unis d'Europe*. Au sein de l'Internationale socialiste, l'opposition s'accuse alors entre l'« étatisme » de l'auteur du *Capital* et la position d'un Bakounine qui, influencé par Proudhon, auteur révérend du *Principe fédératif*, songe à des « unités libres, organisées de bas en haut au moyen de la libre fédération des communes en provinces, des provinces en nations, des nations en États-Unis d'Europe ». La seconde Internationale n'étant pas à son tour sourde à l'idée d'Europe unie, la condamnation marxienne est à nouveau réitérée en 1875 à l'occasion de la *Critique du programme de Gotha*. Il est donc nécessaire de s'arrêter sur les déterminants profonds de cette hostilité originelle, dans la mesure où elle pesa longtemps sur les orientations de la pensée marxiste et donc sur le communisme du XX^e siècle.

Si Marx condamne tout d'abord les formes de fraternisation pacifiste, c'est en raison de leur évacuation coupable de la logique de lutte des classes qui rend caduque toute union des peuples d'Europe. La réalité matérialiste contredit le rêve unioniste et ramène la formule des

« États-Unis d'Europe » à un faux-semblant. Critiquant les Mazzini, Cattaneo et Hugo, il écrit en décembre 1847 :

L'union et la fraternisation des nations est une phrase que tous les partis ont aujourd'hui à la bouche, notamment les libre-échangistes. Il existe sans doute un certain genre de fraternisation entre les classes bourgeoises de toutes les nations. C'est la fraternisation des oppresseurs contre les opprimés, des exploiters contre les exploités. De même que la classe bourgeoise de tel ou tel pays est unie et fraternellement liée contre les prolétaires de ce pays malgré la concurrence et la lutte des membres de la bourgeoisie entre eux, de même les bourgeois de tous les pays sont liés fraternellement et unies contre les prolétaires de tous les pays, malgré leur bataille et concurrence mutuelle sur le marché mondial¹.

Le programme social de la Ligue européenne de Lemonnier ne pouvait que susciter son hostilité. Lors de son cinquième congrès de septembre 1871, quelques mois après la Commune, une résolution avait sanctuarisé l'autonomie de la personne, la propriété individuelle et la « faculté de capitalisation », précisant que « l'objet le plus général de la révolution sociale doit être l'extension et l'attribution à toutes et à tous du droit de propriété ». Le fossé est donc abyssal entre un courant qui établit un continuum entre paix civile et internationale, et un système de pensée qui théorise à ce moment la « dictature du prolétariat »². Pourquoi alors ne pas prôner la constitution d'une union européenne prolétarienne ? C'est que l'auteur du *Manifeste* a une conception précise de l'État-nation européen et du rôle qu'il lui prête dans l'analyse du processus historique. Aboutissement d'un mouvement de longue durée commencé à la fin du Moyen Âge : il représente l'âge « bourgeois ». Cet État de classe conditionnant le développement dialectique du prolétariat, la préservation de sa souveraineté reçoit ainsi sa pleine justification. Pour Marx, l'Europe ne peut donc être constituée que de grandes nationalités indépendantes et hiérarchisées, les nations industrielles centralisées, riches de potentialités révolutionnaires comme l'Angleterre, la France ou l'Allemagne ayant une primauté face aux nations historiquement moins aptes : entre vision d'Allemand passé par Paris et vivant en Angleterre d'une part et, d'autre part, révérence bien peu sociologique envers le poids quantitatif. On le voit, l'important est de préserver l'intégrité stato-

1. Marx-Engels, *Écrits militaires*, Paris, Éditions de L'herne, 1970, p. 148-149.

2. La conclusion du livre de Lemonnier, *Les États-Unis d'Europe* (1872), est significative : « Les États-Unis d'Europe sont en plein, et comme à cheval, sur la route que suit la révolution, non pas française mais européenne, de 1789 et de 1791. » Pas 1793...

nationale des ensembles où les possibilités d'affranchissement du prolétariat sont les plus fortes. Une Europe unie y contreviendrait en brisant ou en altérant le pouvoir souverain des bourgeoisies nationales. Jugeant par ailleurs l'Europe de manière relative dans le cadre d'une perspective mondiale qui table sur l'émergence et la future prééminence des États-Unis et du Japon, Marx ne voit pas le continent comme une « communauté » politico-historique éminente – en contradiction d'ailleurs avec ce qui précède.

La référence marxiste va être convoquée à la veille de la Première Guerre mondiale lors du débat qui traverse à nouveau l'Internationale socialiste à propos du slogan des « États-Unis d'Europe ». Pour l'aile modérée, Georg Ledebour et Karl Kautsky en Allemagne, Otto Bauer en Autriche, une fédération d'États libres, républicains et égaux incarne au mieux l'idéal internationaliste en laissant présager une paix durable, étape décisive à leurs yeux vers les « États-Unis de tout le monde civilisé » et le socialisme mondial. Associant le projet unitaire européen aux intérêts du capitalisme, l'aile gauche, incarnée par Rosa Luxemburg, le réfute au contraire énergiquement pour son essence bourgeoise et réactionnaire. Travestissement de la rivalité capitaliste (la lutte commerciale contre les États-Unis) ou instrument d'une domination obsolète (l'exploitation coloniale), l'idée d'« États-Unis d'Europe », selon la future fondatrice de la Ligue spartakiste, est :

complètement étrangère au système de pensée et à la conscience de classe du prolétariat. Ce n'est pas la solidarité européenne, mais la solidarité internationale, englobant l'ensemble des continents, des races et des peuples, qui est le fondement du socialisme au sens marxiste. Toute solidarité partielle n'est pas une étape vers la réalisation d'un internationalisme authentique, au contraire, elle en est l'ennemie, une ambiguïté sous laquelle rôde le pied fourchu de l'antagonisme national. De la même façon que nous avons toujours combattu le pangermanisme, le pan-slavisme et le pan-américanisme en tant qu'idées réactionnaires, nous sommes absolument contre l'idée du pan-européanisme.

Comme « utopie pacifiste », cette dernière ne peut être, pour Rosa Luxemburg, que le masque de l'impérialisme. Si un clivage s'opère donc clairement au sein de la social-démocratie allemande à propos de l'Europe unie, le thème ne reçoit guère l'attention des chefs de file du socialisme français, qu'ils soient marxistes comme Guesde et Lafargue, blanquistes comme Vaillant, possibilistes comme Paul Brousse, « ministérialistes » comme Millerand ou évolutionnistes comme Jaurès. Deux raisons expliquent cette relative indifférence. L'institution d'une union européenne reste d'abord reléguée loin

Les leviers de la mobilisation eurosceptique.....	175
<i>La critique utilitariste</i>	175
<i>La critique politique</i>	178
<i>La critique identitaire</i>	184
Chapitre 8 : Le printemps européen des populismes	
identitaires	189
La France entre national-populisme et social-populisme.....	193
L'Europe du nord en proie au <i>welfare</i> -nationalisme.....	205
L'Europe centre-orientale et le retour du refoulé ethno- nationaliste.....	213
Chapitre 9 : Le procès intellectuel de la gouvernance	
néolibérale	227
Le procès du postnational.....	228
<i>C'est la faute à Monnet!</i>	228
<i>Le retour de l'Empire</i>	233
<i>La raison des nations</i>	237
Le procès de la post-démocratie.....	241
<i>L'Europe méprise le Politique!</i>	243
<i>L'Europe oublie le Peuple!</i>	247
<i>L'Europe incomprise?</i>	254
Le procès du libéralisme.....	258
<i>La matrice accusatoire de la « pensée Bourdieu »</i>	258
<i>L'Union économique et monétaire, avatar de l'éternel</i> <i>libéralisme</i>	260
<i>Le gène ordolibéral dévoilé</i>	270
Conclusion.....	279
Bibliographie.....	281
Index des noms.....	293

Retrouvez tous les ouvrages
de CNRS Éditions
sur notre site

www.cnrseditions.fr